



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Demande de licence
d'entrepreneur de
spectacle**

**Date de la
Convocation :**

14 Mars 2019

Date d'affichage :

14 Mars 2019

**Nombre de
Conseillers Municipaux :**

En exercice : 33
Présents : 30
Votants : 30 + 3P

Vote :

Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt mars, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Virginie CARLIER, Francis WOJTOWICZ, Éric DULIEU, Cédric NOULIN, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, François LACROIX, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Sylvie LOIRS, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Martial BRUNET, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Betty SOLOCH, Emmanuelle LAGACHE, Séga SOUMARE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Catherine ESTAQUET, Patrick ZIATKOWSKI, Romain MERVILLE

Excusés : Mr LEFEBVRE a donné procuration à Mr VENIAT
Mlle KULCZYCKI a donné procuration à Mr SOUMARE
Mr TONARELLI a donné procuration à Mme CARLIER R.

Absents : -

Secrétaire de séance : Mme CARBOULET

Note de présentation :

L'activité de l'Imaginaire-Centre des Arts et de la Culture nécessite une licence d'entrepreneur de spectacle.

En effet, les organisateurs de spectacles vivants doivent détenir une autorisation particulière d'exercer, délivrée selon des conditions et pour une durée précise. Le numéro de la licence doit figurer, sous peine de sanctions, sur les affiches, prospectus et billets des spectacles.

Si l'activité principale de l'entreprise n'est pas d'organiser des spectacles, la licence est obligatoire uniquement à partir de 7 représentations annuelles. Dans ce cas, l'organisation de spectacles est considérée comme une activité secondaire.

La licence est personnelle et incessible : elle ne peut pas être cédée à une autre personne. Si l'activité est exercée par une personne morale, la licence est délivrée à son représentant légal ou statutaire.

Un même entrepreneur de spectacles peut être détenteur d'une ou plusieurs licences, en fonction de ses diverses activités. Cette licence pourrait donc être utilisée par l'ensemble des services de la Mairie.

Projet de Délibération :

Vu le Code du travail : articles L7122-1 à L7122-21 ;

Vu le Code du travail : articles D7122-1 à R7122-28 ;

Vu l'Ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

Vu l'Arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la licence d'entrepreneur de spectacles vivants ;

Considérant que l'activité de l'Imaginaire-Centre des Arts et de la Culture nécessite une licence d'entrepreneur de spectacle ;

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

AUTORISE

Monsieur Michel VENIAT, en sa qualité de Maire de la Ville de DOUCHY LES MINES, à être titulaire légal de la demande de licence d'entrepreneur de spectacle :

- Licence de première catégorie : Exploitant de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques.
- Licence de troisième catégorie : Diffuseur de spectacles ayant la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité des spectacles et Entrepreneur de tournées n'ayant pas la responsabilité du plateau artistique.

AUTORISE

Monsieur Michel VENIAT à demander l'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles et à signer tout document relatif à la présente décision.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,


Le Maire,

Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.